

Le droit de mourir : C'est plus qu'une question légale, c'est le signe d'un échec sociétal.

Lorsque des personnes souffrantes demandent de les aider à mettre fin à leur vie, n'y a-t-il pas un message qui se cache derrière cette demande? Un désir d'être entendues, d'être comprises, de vivre autrement, car la réalité de leur vie au quotidien leur paraît trop décevante et intenable. À ce cri d'alarme, qu'avons-nous à leur offrir d'autre que la mort? Et si elles ne voulaient pas vraiment mourir, n'y a-t-il pas d'autres moyens, d'autres chemins pour qu'elles aillent mieux, se sentent mieux et reprennent le goût de vivre?

Le départ tragique de ces membres de la société nous éblouira: qu'avons-nous fait ou pas pour elle, pour lui?

Notre société individualiste semble se désintéresser des souffrances enfouies et gardées secrètes des personnes souffrantes en pensant que c'est leur problème. Tout ce qu'on leur offre c'est de les autoriser à mourir en leur envoyant ce message: oui! On reconnaît que vous êtes inutiles, vous ne produisez pas assez, vous êtes non performants et vous coûtez cher à l'État. Hélas! nous n'avons ni l'argent, ni le temps de s'occuper de vous, alors le mieux est de vous voir disparaître.

Pour donner son aval, le Ministère de la Justice a établi certaines balises malgré lesquelles plusieurs personnes ne seront pas protégées. Il a lancé un sondage biaisé dans lequel il semble se préoccuper surtout du type d'autorisation nécessaire pour être éligible ou non à ce droit de mourir, alors que la vraie question à se poser est plutôt celle de savoir si la personne a droit ou non à un mieux vivre en termes médical, social et familial?

Le retrait du critère de fin de vie dans cette nouvelle loi annonce un autre dérapage et un mauvais présage qui ne tardera pas à venir pour toutes les personnes vulnérables, les personnes malades d'Alzheimer, de Parkinson, de cancer, de maladie mentale, ou celles atteintes de démence qui n'ont pas voix au chapitre et pour les jeunes qui veulent se suicider, car ils ne trouvent pas de raison de vivre,

Cette situation est loin d'être considérée comme une évolution de notre société, mais plutôt une régression. Comment comprendre que cette dernière puisse être soucieuse, et à juste titre, du respect de l'écologie pour la planète et du bien-être des animaux, et l'être si peu quand il s'agit de l'être humain.

Une citoyenne qui se questionne

Monique Khouzam-Gendron

Montréal